

# Australie

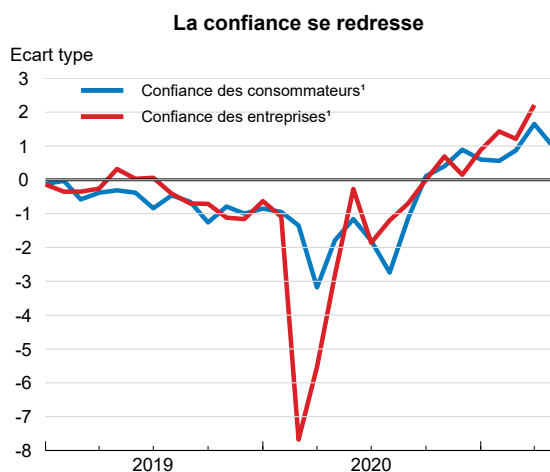
Tirée par la demande intérieure, la croissance du PIB devrait s'établir à 5.1 % en 2021 et à 3.4 % en 2022. La confiance est élevée et la demande de main-d'œuvre est forte. La hausse des revenus et la baisse du taux d'épargne soutiendront la consommation. Le taux de chômage poursuivra son recul. Toutefois, les restrictions continueront à peser sur certains segments de l'économie et le nombre de défaillances d'entreprises, actuellement très faible, augmentera. Tant que la population n'est pas largement vaccinée, l'apparition de nouveaux foyers épidémiques pourrait entraîner de nouvelles restrictions.

Les mesures de relance budgétaire exceptionnelles mises en place en 2020 commencent à être retirées, mais la politique budgétaire demeure expansionniste. La politique monétaire restera accommodante. Les pouvoirs publics devraient intervenir rapidement pour apporter un soutien supplémentaire si des signes laissaient présager une concrétisation des risques orientés à la baisse. Faciliter la mobilité géographique des travailleurs entre les États contribuerait au redéploiement des ressources qui s'impose. La coordination entre les administrations publiques sera importante pour limiter le rebond des émissions de gaz à effet de serre et avancer vers la réalisation des objectifs de décarbonation de l'Accord de Paris.

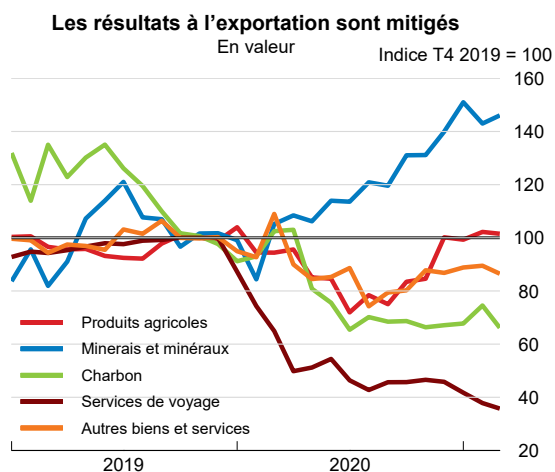
## Les vagues épidémiques ont été endiguées avec succès

Le nombre de cas actifs de COVID-19 a été négligeable, grâce à des mesures strictes de quarantaine et à la réactivité des systèmes de dépistage et de traçage des contacts. Face à des vagues de contaminations de faible ampleur, les autorités ont mis en place des confinements localisés de courte durée et fermé les frontières de certains États. Ces mesures ont créé des perturbations, mais à un coût économique relativement faible. De nombreuses restrictions à l'origine d'une réduction des capacités ont été levées, mais les frontières internationales demeurent fermées. La campagne de vaccination a commencé en février et la population australienne devrait être largement vaccinée à la fin de l'année 2021.

## Australie



Source: Refinitiv.



StatLink  <https://stat.link/xogble>

## Australie : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2018/2019)				
<b>Australie</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 806.8	2.9	1.9	-2.5	5.1	3.4
Consommation privée	1 020.3	2.5	1.2	-5.8	7.0	4.5
Consommation publique	336.1	4.3	5.7	7.1	4.4	1.4
Formation brute de capital fixe	437.2	2.3	-2.6	-3.0	9.7	4.4
Demande intérieure finale	1 793.6	2.8	1.1	-2.5	7.1	3.8
Variation des stocks <sup>1</sup>	4.1	0.1	-0.3	-0.2	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	1 797.7	2.9	0.8	-2.8	6.7	3.8
Exportations de biens et services	387.0	5.1	3.1	-10.2	1.4	4.6
Importations de biens et services	377.9	4.2	-1.3	-13.1	9.5	6.8
Exportations nettes <sup>1</sup>	9.1	0.2	1.0	0.3	-1.4	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.3	3.2	1.1	3.1	1.6
Indice des prix à la consommation	—	1.9	1.6	0.9	2.0	1.7
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.7	1.6	1.3	1.9	1.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.3	5.2	6.5	5.5	5.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.2	4.9	15.6	10.8	8.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.1	-0.5	-12.3	-6.6	-5.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.5	45.9	65.4	67.7	70.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.1	0.6	2.5	2.6	1.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

StatLink  <https://stat.link/aeu4c3>

## L'activité a rebondi, mais la reprise demeure inégale

Le faible nombre de cas de COVID-19 et l'essor de l'activité économique ont renforcé la confiance des consommateurs et des entreprises. Les faillites d'entreprises sont restées peu nombreuses, grâce aux mesures de soutien et au rebond de l'activité dans son ensemble. Le nombre total d'heures travaillées est revenu à ses niveaux antérieurs à la pandémie et le taux de chômage a reculé pour s'établir à 5 ½ pour cent. Les emplois vacants ont fortement augmenté début 2021, notamment dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, qui ne s'est pas encore redressé. L'activité s'est à nouveau accélérée sur le marché du logement, sur fond d'essor du crédit au logement et d'accroissement du nombre de permis de construire. Le recours aux subventions salariales au titre du programme « JobKeeper » et au complément d'allocations chômage, composantes phares du dispositif public de soutien, avait diminué en mars lorsque ces mesures ont pris fin. Elles ont bénéficié à environ 9 % de la population en moyenne au cours des trois premiers mois de 2021. La fermeture des frontières internationales continue de peser sur les exportations de services d'enseignement et de tourisme, tandis que d'autres exportations (charbon par exemple) pâtissent des tensions commerciales avec la Chine et de l'appréciation du taux de change. Cela étant, les exportations de minerai de fer augmentent vigoureusement en valeur nominale. La hausse des cours des produits de base et l'appréciation du taux de change ont permis une amélioration des termes de l'échange.

## Les mesures de soutien budgétaire sont peu à peu retirées

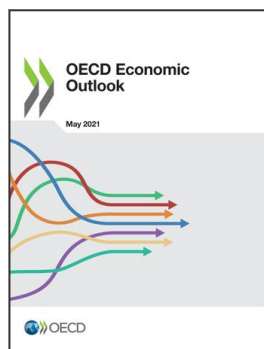
Des mesures de soutien ciblées ont été adoptées, notamment en faveur des secteurs de l'aviation et du tourisme, après le retrait des dispositifs de subventions salariales et de complément d'allocations. En outre, le taux du complément d'allocations chômage a été légèrement relevé. En mai, de nouvelles mesures ont été introduites dans le budget fédéral pour soutenir la reprise et améliorer l'inclusivité, parmi lesquelles la prolongation des allègements fiscaux pour les personnes à revenus moyens ou modestes et les entreprises, de nouvelles aides pour les demandeurs d'emploi et une hausse des dépenses allouées à la santé, aux soins aux personnes âgées, au système national d'assurance invalidité, à la garde d'enfants et aux infrastructures. La banque centrale a maintenu ses objectifs de taux d'intérêt à 0.1 %. En février, elle a annoncé qu'elle étofferait son programme d'achat d'obligations de 100 milliards AUD. Représentant environ 20 % du PIB, la taille du bilan de la banque centrale reste relativement modeste.

## La croissance sera portée par la demande intérieure

Selon les projections, la croissance du PIB devrait rebondir et atteindre 5.1 % en 2021 et 3.4 % en 2022. La consommation des ménages continuera de progresser à un rythme soutenu, tirée par le dynamisme du marché du travail, d'importantes réserves de liquidité, des effets de richesse liés aux plus-values immobilières et la diminution des taux d'épargne, qui compenseront la suppression des subventions salariales et du complément d'allocations chômage. En 2021, la croissance de l'investissement est stimulée par les investissements publics et par la hausse des investissements privés résultant des mesures d'incitations prises par les autorités et de la baisse des taux d'emprunts. Certains de ces effets s'estomperont néanmoins. L'appréciation du taux de change, les tensions commerciales et les restrictions de déplacement continueront à peser sur les exportations. L'inflation commencera par baisser en glissement annuel à la faveur de la disparition de facteurs transitoires, notamment des effets de mesures plus anciennes et des récentes hausses des prix des carburants, avant de remonter parallèlement à l'érosion des capacités inemployées. Le retrait progressif des mesures publiques de soutien, qui pourrait créer davantage de perturbations que prévu, entamer la confiance et réduire la demande privée, constitue un risque de révision à la baisse des projections. La campagne de vaccination constitue un risque de révision à la hausse mais aussi à la baisse. En effet, faute de vaccination massive, l'économie est à la merci d'une vague épidémique de grande ampleur, avec les restrictions qui vont de pair, et les retards en matière d'immigration qualifiée pourraient entraver la croissance. Enfin, la dissipation des tensions commerciales stimulerait les exportations.

## Les politiques de soutien devraient être maintenues et mettre l'accent sur le redéploiement de la main-d'œuvre

La politique monétaire devrait demeurer accommodante étant donné que l'inflation devrait rester inférieure à la fourchette cible comprise entre 2 % et 3 % d'après les projections. De nouvelles mesures budgétaires de soutien à l'activité et de nouveaux achats d'obligations pourraient s'avérer nécessaires si la reprise venait à s'essouffler ou si l'inflation se maintenait à un niveau inférieur à l'objectif fixé. De nouvelles aides ciblées pourraient aussi s'imposer dans les régions où la fermeture des frontières internationales et les mesures de distanciation physique qui subsistent pénalisent le plus l'activité. Remédier aux obstacles au redéploiement de la main-d'œuvre consoliderait la reprise. L'adoption d'une loi portant sur la reconnaissance mutuelle automatique des autorisations professionnelles sur tous les territoires augmenterait la mobilité de la main-d'œuvre entre les États. Davantage d'États et de territoires devraient remplacer les taxes et redevances sur les transactions immobilières par un impôt foncier périodique afin de favoriser la mobilité et une utilisation plus efficiente des biens. Les autorités devraient aussi limiter le rebond des émissions de gaz à effet de serre qui ira de pair avec la reprise. Donner encore plus d'importance des énergies renouvelables, accroître davantage l'utilisation des véhicules électriques et améliorer la coordination des politiques climatiques entre les États, y compris via une meilleure interconnexion des réseaux électriques, permettraient à l'Australie d'accomplir des progrès vers la réalisation des objectifs de décarbonation de l'Accord de Paris.



Extrait de :

## OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/edfbca02-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f7e1dd45-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.